

Art. 2. De Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 7 januari 2021.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200037]

17 DECEMBRE 2020. — Décret relatif à l'octroi d'une prime pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o équipement de mesurage et de pilotage : équipement permettant de mesurer les flux électriques de l'installation intérieure d'un client, ainsi que les équipements qui permettent de piloter des équipements existants de façon à augmenter l'autoconsommation en temps quasi réel, de déplacer des charges électriques vers des périodes où l'électricité produite est abondante ou de réduire la consommation énergétique du client;

2^o RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la

Directive 95/46/CE;

3^o client résidentiel : client résidentiel visé à l'article 2, 39^o, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité.

Art. 2. § 1^{er}. Dans la limite des crédits disponibles et jusqu'au 31 décembre 2023, une prime unique par code EAN situé en Région wallonne est octroyée au client résidentiel pour l'installation d'équipements de mesurage et de pilotage. La prime correspond à 40 pourcents du coût des équipements de mesurage et de pilotage, plafonnée à 400 euros par client résidentiel.

§ 2. La demande de prime est introduite par le client résidentiel auprès de l'entité désignée par le Gouvernement dans un délai de quatre mois à compter de la date de la facture des équipements de mesurage et de pilotage finale.

La demande de prime est constituée :

- 1^o du formulaire disponible auprès de l'entité désignée par le Gouvernement et de ses annexes, dûment complétés;
- 2^o de l'original ou d'une copie de la facture des équipements de mesurage et de pilotage.

Lorsque la demande est incomplète ou nécessite des pièces justificatives jugées indispensables à la compréhension ou à la vérification des éléments contenus dans la demande, l'entité désignée par le Gouvernement précise les éléments à fournir par le demandeur. Le demandeur dispose, pour notifier l'ensemble des informations requises, d'un délai de deux mois prenant cours le lendemain de l'envoi de la lettre de demande d'information.

Dans les quatre mois prenant cours le lendemain de la notification par l'entité désignée par le Gouvernement au demandeur de la complétude de sa demande de prime, l'entité désignée par le Gouvernement envoie au demandeur une lettre contenant la décision statuant sur la demande.

Dans les deux mois à dater de la notification de l'acceptation de la demande, le montant de la prime est le cas échéant mis en liquidation par l'entité désignée par le Gouvernement. Tout courrier de refus mentionne la faculté de recours visée au paragraphe 3 ainsi que les modalités et la procédure y applicables.

§ 3. Le demandeur dispose d'un mois à dater de la notification de la décision pour introduire un recours contre le refus de la demande ou contre le montant de la prime, auprès du Gouvernement ou de son délégué par un envoi recommandé.

Le Gouvernement ou son délégué adresse au demandeur un accusé de réception du recours dans le mois suivant la date de la réception du recours.

Dans les trois mois suivant l'accusé de réception, le Gouvernement ou son délégué invite le demandeur à fournir toutes les pièces et éléments justificatifs qu'elle identifie comme nécessaires au réexamen de la demande. A défaut de fourniture des éléments réclamés dans un délai de deux mois à dater de la notification de la demande d'information, la décision initiale est confirmée.

Le Gouvernement ou son délégué statue dans les trois mois de la réception de l'ensemble des éléments nécessaires au réexamen de la demande.

Le défaut de notification de la décision au demandeur, dans le délai visé à l'alinéa 4, est assimilé à une confirmation de la décision faisant l'objet du recours.

§ 4. Les actions en recouvrement des paiements indus sont prescrites par cinq ans.

§ 5. L'entité désignée par le Gouvernement est responsable du traitement au sens du RGPD pour le traitement des données à caractère personnel nécessaires dans le cadre de l'octroi des primes, à savoir la vérification de la conformité de la demande aux conditions d'octroi, l'octroi de la prime et, le cas échéant, la récupération des primes indûment liquidées.

Les données obtenues par le responsable du traitement ne sont pas conservées plus longtemps que nécessaire au regard de la finalité de gestion de l'octroi de la prime, en ce compris la gestion des éventuels contentieux y relatifs, avec une durée maximale de conservation ne pouvant excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont

intervenues la prescription des actions pour recouvrement des paiements indus de la prime et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et des recours administratifs et judiciaires y liés.

Art. 3. Le Gouvernement peut préciser les modalités d'application du présent décret.

Le Gouvernement désigne l'entité responsable du traitement des demandes et de la liquidation des primes.

Art. 4. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} octobre 2020.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 17 décembre 2020.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture,
de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Cr. MORREALE

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

J.-L. CRUCKE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2020-2021.

Documents du Parlement wallon, 284 (2020-2021) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 16 décembre 2020.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/200037]

17. DEZEMBER 2020 — Dekret über die Gewährung einer Prämie zur Installierung von Mess- und Steuervorrichtungen (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten die folgenden Definitionen:

1^o Mess- und Steuervorrichtung: Geräte zur Messung der elektrischen Ströme in den Innenräumen eines Kunden sowie Geräte, die es ermöglichen, vorhandene Geräte zu steuern, um den Eigenverbrauch in nahezu Echtzeit zu erhöhen, elektrische Lasten in Zeiten zu verlagern, in denen reichlich Strom produziert wird, oder um den Energieverbrauch des Kunden zu reduzieren;

2^o DSGVO: die Verordnung 2016/679/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/CE;

3^o Haushaltskunde: Haushaltskunde im Sinne von Artikel 2 Ziffer 39^o des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts.

Art. 2 - § 1. Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel und bis zum 31. Dezember 2023 wird dem Haushaltskunden eine einzige Prämie je in der Wallonischen Region gelegenen EAN-Code zur Installierung von Mess- und Steuervorrichtungen gewährt. Die Prämie entspricht 40 v.H. der Kosten der Mess- und Steuervorrichtungen, mit einem Höchstbetrag von 400 Euro je Haushaltskunden.

§ 2 Der Antrag auf die Prämie ist vom Haushaltskunden bei der von der Regierung bestimmten Stelle innerhalb von vier Monaten nach dem Datum der endgültigen Rechnung für die Mess- und Steuervorrichtungen einzureichen.

Der Prämienantrag besteht aus:

1^o dem bei der von der Regierung bestimmten Stelle verfügbaren Formular und seinen Anlagen, ordnungsgemäß ausgefüllt;

2^o der Originalfassung oder einer Kopie der Rechnung für die Mess- und Steuervorrichtungen.

Ist der Antrag nicht vollständig oder erfordert sie Belege, die für das Verständnis oder die Prüfung der in dem Antrag enthaltenen Elemente notwendig sind, so gibt die von der Regierung bestimmte Stelle die vom Antragsteller zu übermittelnden Elemente an. Der Antragsteller verfügt über eine Frist von zwei Monaten, die am Tag nach der Einsendung des Schreibens, durch das zusätzliche Informationen erbeten werden, läuft, um die Gesamtheit der erforderlichen Informationen einzusenden.

Innerhalb von vier Monaten ab dem Tag, der auf die Benachrichtigung des Antragstellers über die Vollständigkeit seines Prämienantrags durch die von der Regierung bestimmte Stelle folgt, übermittelt die von der Regierung bestimmte Stelle dem Antragsteller ein Schreiben mit der Entscheidung über den Antrag.

Innerhalb von zwei Monaten nach Notifizierung der Annahme des Antrags wird der Betrag der Prämie durch die von der Regierung bestimmte Stelle ggf. ausbezahlt. In jedem ablehnenden Schreiben werden die in § 3 erwähnte Einspruchsmöglichkeit sowie die Modalitäten und das Verfahren angegeben, die darauf anwendbar sind.

§ 3. Gegen die Ablehnung des Antrages oder gegen die Höhe der Prämie kann der Antragsteller innerhalb eines Monats nach der Notifizierung des Bescheides bei der Regierung oder deren Beauftragten per Einschreiben Widerspruch einlegen.

Die Regierung oder ihr Beauftragter sendet dem Antragsteller innerhalb eines Monats nach Eingang der Beschwerde eine Empfangsbestätigung zu.

Innerhalb von drei Monaten nach der Empfangsbestätigung fordert die Regierung oder ihr Beauftragter den Antragsteller auf, alle Unterlagen und Belege vorzulegen, die sie für die erneute Prüfung des Antrags für erforderlich hält. Werden die angeforderten Unterlagen nicht innerhalb von zwei Monaten nach Zustellung der Informationsanforderung vorgelegt, so wird die ursprüngliche Entscheidung bestätigt.

Die Regierung oder sein Beauftragter entscheidet innerhalb von drei Monaten nach Empfang der gesamten zur erneuten Prüfung des Antrags notwendigen Informationen.

Falls innerhalb der in Absatz 4 erwähnten Frist dem Antragsteller keine Entscheidung zugestellt worden ist, gilt die Entscheidung, die Gegenstand der Beschwerde ist, als bestätigt.

§ 4. Klagen auf Rückforderung zu Unrecht geleisteter Zahlungen verjähren nach fünf Jahren.

§ 5 Die von der Regierung benannte Stelle ist verantwortlich für die Verarbeitung im Sinne der DSGVO für die Verarbeitung personenbezogener Daten, die im Zusammenhang mit der Gewährung der Prämien erforderlich sind, d.h. die Überprüfung der Übereinstimmung des Antrags mit den Gewährungsbedingungen, die Gewährung der Prämie und ggf. die Rückforderung von zu Unrecht gezahlten Prämien.

Die von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen erhaltenen Daten werden nur so lange aufbewahrt, wie dies für die Verwaltung der Prämiengewährung, einschließlich der Verwaltung etwaiger diesbezüglicher Streitigkeiten, erforderlich ist, wobei die Aufbewahrungsfrist den 31. Dezember des Jahres nicht überschreiten darf, in dem die Klagen auf Rückforderung zu Unrecht gezahlter Prämien und gegebenenfalls auf vollständige Zahlung aller damit zusammenhängenden Beträge sowie die endgültige Einstellung der damit zusammenhängenden Verwaltungs- und Gerichtsverfahren und Rechtsmittel verjährt sind.

Art. 3 - Die Regierung kann die Modalitäten der Anwendung des vorliegenden Dekrets bestimmen.

Die Regierung bestimmt die Stelle, die für die Behandlung der Anträge und die Auszahlung der Prämien zuständig ist.

Art. 4 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Oktober 2020 in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 17. Dezember 2020

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME, und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

J.-L. CRUCKE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2020-2021.

Dokumente des Wallonischen Parlaments 284 (2020-2021) Nrn. 1 bis 6.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzungen vom 16. Dezember 2020

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/200037]

17 DECEMBER 2020. — Decreet betreffende de toekenning van een premie voor de installatie van meet- en stuurapparaten (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder:

1° meet- en stuurapparaten: apparaten die de elektrische stromen binnen de installatie van een afnemer meten, alsook de apparaten die de bestaande apparatuur sturen om het eigenverbruik in bijna-realtime te verhogen, elektrische belastingen te verschuiven naar perioden waarin er een overvloed aan elektriciteit wordt geproduceerd of het energieverbruik van de afnemer te verminderen;

2° AVG (algemene verordening gegevensbescherming): Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

3° residentiële afnemer: de residentiële afnemer bedoeld in artikel 2, 39°, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt.

Art. 2. § 1. Binnen de perken van de beschikbare kredieten en tot 31 december 2023 wordt een enkele premie per EAN-code in het Waalse Gewest toegekend aan de residentiële afnemer voor de installatie van meet- en stuurapparaten. De premie komt overeen met 40 procent van de kosten van de meet- en stuurapparaten en wordt beperkt tot 400 euro per residentiële afnemer.

§ 2. De premie-aanvraag moet door de residentiële afnemer worden ingediend bij de door de Regering aangewezen entiteit binnen vier maanden na de datum van de eindafrekening voor de meet- en stuurapparaten.

De premie-aanvraag bevat:

1° het formulier dat bij de door de Regering aangewezen entiteit verkrijgbaar is en de desbetreffende bijlagen, behoorlijk ingevuld;

2° het origineel of een kopie van de factuur voor de meet- en stuurapparaten.

Als de aanvraag onvolledig is of bewijsstukken vereist die nodig geacht worden voor het begrip of het onderzoek van de elementen van de aanvraag, specificeert de door de Regering aangewezen entiteit de elementen die de aanvrager moet verstrekken. <0

De aanvrager beschikt over een termijn van twee maanden om het geheel van de gevraagde gegevens over te maken. Die termijn gaat in de dag volgend op de datum van verzending van het schrijven waarin om de aanvullende gegevens wordt verzocht.

Binnen vier maanden na de dag waarop de door de Regering aangewezen entiteit de aanvrager de volledigheid van zijn premie-aanvraag heeft meegedeeld, stuurt de door de Regering aangewezen entiteit de aanvrager een brief met de beslissing over de aanvraag.

Binnen twee maanden na de kennisgeving van de aanvaarding van de aanvraag wordt het bedrag van de premie in voorkomend geval uitbetaald door de door de Regering aangewezen entiteit. Elke weigeringsbrief vermeldt de beroepsmogelijkheid bedoeld in paragraaf 3 alsook de modaliteiten en de procedure die erop toepasselijk zijn.

§ 3 De aanvrager beschikt over een termijn van een maand, te rekenen vanaf de kennisgeving van de beslissing om bij de Regering of haar afgevaardigde per aangetekende post beroep in te stellen tegen de afwijzing van de aanvraag of tegen het bedrag van de premie.

De Regering of haar afgevaardigde stuurt de aanvrager binnen een maand na ontvangst van het beroep een bericht van ontvangst van het beroep.

Binnen drie maanden na het ontvangstbewijs verzoekt de Regering of haar afgevaardigde er de aanvrager om alle documenten en bewijsstukken te verstrekken die zij nodig acht om de aanvraag opnieuw te onderzoeken. Indien de gevraagde gegevens niet binnen twee maanden na de kennisgeving van het verzoek om informatie worden verstrekt, wordt de oorspronkelijke beslissing bevestigd.

De Regering of haar afgevaardigde beslist binnen drie maanden na ontvangst van alle informatie die nodig is om de aanvraag opnieuw te onderzoeken.

Indien de aanvrager niet binnen de in lid 4 bedoelde termijn in kennis wordt gesteld van de beslissing, wordt dit beschouwd als een bevestiging van de beslissing waartegen beroep wordt aangetekend.

§ 4. De vorderingen tot terugvordering van onverschuldigde betalingen verjaren door verloop van vijf jaren.

§ 5. De door de Regering aangewezen entiteit is verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van de AVG van de persoonsgegevens die nodig zijn in het kader van de toekenning van de premies, namelijk de controle op de overeenstemming van de aanvraag met de toekenningsvoorwaarden, de toekenning van de premie en, in voorkomend geval, de terugvordering van ten onrechte betaalde premies.

De gegevens verkregen door de voor de verwerking verantwoordelijke worden niet langer bewaard dan nodig is voor het beheer van de toekenning van de premie, met inbegrip van het beheer van eventuele geschillen daarover, met een maximale bewaartermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin de vorderingen tot terugvordering van ten onrechte betaalde premies en, in voorkomend geval, de volledige betaling van alle daarmee verband houdende bedragen, alsmede de definitieve beëindiging van de daarmee verband houdende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen, zijn verjaard.

Art. 3. De Regering kan de modaliteiten tot toepassing van dit decreet bepalen.

De Regering wijst de entiteit aan die verantwoordelijk is voor de behandeling van de aanvragen en de uitbetaling van de premies.

Art. 4. Dit decreet treedt in werking op 1 oktober 2020.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Namen, 17 december 2020.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

—
Nota

(1) Zitting 2020-2021.

Stukken van het Waals Parlement, 284 (2020-2021) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 16 december 2020.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/200057]

16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, article 87;

Vu le décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, modifié par un décret du 22 décembre 2010, article 4bis;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, article 84;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 7 décembre 2020;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 16 décembre 2020;

Sur la proposition du Ministre de la Mobilité et de la Ministre de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 84 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations au Service public de Wallonie est complété par le point suivant :

« 5° en application de l'article 4bis du décret du 19 mars 2009 relatif à la conservation du domaine public régional routier et des voies hydrauliques, une délégation est accordée au Directeur général pour restreindre ou interdire la circulation sur le domaine public régional routier ou des voies hydrauliques, ou sur une partie de ceux-ci. ».

Art. 2. Le Ministre de la Mobilité et la Ministre de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des Allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE